

# U.G.T.G.

UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE



**«CHIMEN A ÉLEKSYON JAN I TRASE LA, PA KA MENNE NOU PON KOTE. NOU KON BOUKET MARE ADAN ON PIKET : A CHAK VOT, NOU KA FE ON LANTOU A PIKET LA. KOD LA KA RAKOUSI JIS ALE I KE BOUT E I KE TRANGLÉ NOU »** (Sony RUPAIRE – Somnanbil)



# I PATI !

Ça y est. Ils sont désormais 430. Oui 430 messies frappés d'une brusque révélation. Ils vont sauver la Guadeloupe. Oui ils ont brusquement la solution pour régler tous nos problèmes. À les entendre ; à les regarder, dès le 06 ou 13 décembre, ***nou sové bon sové la. Wi, nou sové***, dans une Guadeloupe désormais soumise à l'état d'urgence. Dorénavant c'est la restriction des libertés fondamentales et singulièrement le droit de manifester, de se réunir,

de lutter pour ses revendications et même le contrôle de la presse.

Mais surtout, durant cette période, l'Etat et le patronat tenteront d'imposer **de nouvelles régressions sociales, de nouvelles mesures répressives, aux travailleurs et au peuple** ; et cela au nom de la politique sécuritaire.

***Gwadeloupéyen tansyon !!!***

## NOU SOVÉ !

Ainsi fini :

- Fini Les 60% de jeunes au chômage ;
- Fini les 35% de la population active sans emploi ;
- Fini le scandale de l'eau, les magouilles et les détournements de fonds ;
- Fini l'échec scolaire et le chômage de masse ;
- Fini l'illettrisme qui frappe près de 25% de la population ;
- Fini les 100 000 personnes vivant sous le seuil de pauvreté ;
- Fini l'agriculture coloniale qui fait la part belle aux exportations au détriment de notre souveraineté alimentaire ;
- Fini les embouteillages avec la mise en place d'un véritable réseau de transport public ;
- Fini la délinquance et la prostitution car tous nous jeunes seront à l'école ; à l'université ou au travail ;
- Fini les mensonges et le mépris sur la colonisation, l'esclavage, Mai 1802, Février 52, Mai 1967,..... . Désormais justice, vérité, réparation et restitution pour tous les colonisés ;
- Fini les licenciements dans les entreprises ayant reçu des fonds publics comme au Manganao ;
- Fini le démantèlement du service public de santé sur l'autel du profit et au détriment de la santé des usagers de Guadeloupe ;
- Fini les sargasses qui empoisonnent nos vies ;
- Fini la répression anti-syndicale, le racisme et les discriminations institués par les services de l'État ;
- Fini la mainmise des multinationales sur notre eau et la domination des importateurs distributeurs sur l'économie guadeloupéenne ;

- Fini la pollution au chlordécone et autres pesticides ; les coupables seront sanctionnés ;
- Fini la ***pwofitasyon*** sur les prix des produits de première nécessité, sur le carburant, ....;
- Fini le saccage de la mangrove et de notre patrimoine environnementale ;
- Fini le dragage du port en eaux profondes qui tue la faune et la flore marine pour des décennies ;
- Fini le mépris et le négationnisme colonial ;
- Fini l'exclusion des diplômés et cadres Guadeloupéens sur les postes à responsabilités ;
- Fini l'organisation de la société guadeloupéenne suivant des rapports de classe et de couleur de peau ;
- Fini la misère, l'exclusion, la pauvreté et la précarité ;
- ..... ***Fini, fini, fini, .....***

***Tousa fini ! Et bien évidemment le protocole LKP du 04 Mars 2009 et l'Accord BINO seront intégralement appliqués.***

En un mot dès les résultats de décembre 2015 NOU SOVÉ. Les 400 ans de colonisation, de mépris, de massacres, d'infamie : **SA FINI ! PÈP GWADLOUP LIBÉRÉ POU BON.**

À lire le nom et l'intitulé des listes, à entendre les candidats, c'est une ère nouvelle qui s'annonce faite de changement, de solidarité, d'alliance, d'ambition, de bonheur : le paradis sur terre. **AY KWÈ SA !**

A regarder de plus près la composition des listes, on se rend compte que beaucoup d'amis d'hier sont désormais ennemis et vice-versa. Aussi, nous ne sommes plus au stade du **manjé kochon men adan on gran malpwopté**.

Jamais des élections n'avaient fait l'objet d'autant de compromissions, de renoncements. Et surtout que l'on ne nous fasse pas croire que c'est pour la Guadeloupe. **Manti a mantè**.

### **MEN KI BITEN É SA ? DÉ TI KAMO :**

PENCHARD ancien ministre UMP et MICHAUX roulent avec CHALUS. SOLIGNAC ex MICHAUX-CHAULET roule pour LUREL tout comme CARABIN. JALTON ancien opposant roule dorénavant pour LUREL. Les époux BAJAZET **adan on déchiré kilòt** pour LUREL ou CHALUS. Le torchon brûle entre CARABIN et BÉNIN au Moule **pou on plas**. Et DELTA plutôt UMP se retrouve sur la liste de LUREL. **E tini dòt ankò**.

CORALIE a lâché SEYMOUR et roule pour BERNIER. Lequel BERNIER essaie de ramasser tous les anti-LUREL, anti-CHALUS et anti-MICHAUX et même les anti-BERNIER.

Dans le même temps, l'UDI qui roule en France pour SARKOZY, roule pour CHALUS. Lequel CHALUS siège sur les bancs de la gauche à l'assemblée nationale avec LUREL et à voter comme CARABIN, comme LUREL, comme GILLOT, comme DESPLAN, comme JALTON toutes les lois scélérates des gouvernements EYRAULT et VALLS qui remettent en cause les acquis des travailleurs notamment à travers les lois MACRON, REBSAMEN, ..... **Men yonn kont lòt jòdi la pou kouyonné nou !**

Généralisation du travail du dimanche, ouverture nocturne des magasins, destruction des 35 heures, licenciement des travailleurs, condamnation pour refus de se soumettre à un prélèvement ADN, travailler plus pour gagner moins, destruction de la négociation collective, criminalisation de l'action syndicale, remise en cause des conventions collectives et des statuts, destruction des instances représentatives du personnel, destruction des libertés syndicales, destruction des acquis du Code du Travail, non application de l'Accord, .... **Yo tout**

**té dakò é yo tout toujou dakò pou fann ren a Travayé é a Sendika.**

Le clan des « patriotes » est en **chiktay**. Plus que jamais, les élections dans le cadre des institutions coloniales divisent et déchirent. Après le FPAC, c'est le PACTE qui explose au décollage. **Men oti MALO pasé ?** L'UPLG semble soutenir MIRRE-QUIDAL qui a fait alliance avec l'ex-député européen d'Europe Ecologie les Verts BICEPS.

HUBERT, soutenu par KSG de SUCCAB, a tourné le dos à l'UPLG et roule avec CHALUS et PENCHARD, leur fameuse alternative.

On a même vu REINETTE du KARESOL conféré avec JALTON. Les « bâtisseurs » du KARESOL roulent pour le frère franc-maçon LUREL. Dès lors, on comprend mieux la pose de l'autel franc-maçon au sein du mémorial acte voulant nous faire avaler l'humanité des francs-maçons vis-à-vis des esclaves. Alors que tous les propriétaires d'esclaves étaient francs-maçons. Ils ont d'ailleurs été indemnisés par l'un de leurs frères bâtisseurs, en l'occurrence SCHOELCHER.

Bien entendu, que LUREL veuille faire un temple pour lui et ses amis, qu'il veuille pratiquer ses rites, c'est son droit mais pas sur le dos des Guadeloupéens, surtout pas avec l'argent public ; notre argent et surtout pas au mépris de la mémoire de nos ancêtres.

Dans le même temps, on assiste à une emprise des politiques sur la culture. La culture qui apparaît aujourd'hui non pas comme un levier de revendications identitaires mais comme un outil d'assimilation au service de l'État colonial et de certains élus de Guadeloupe.

Se pose alors la question de la liberté de penser et de créer pour la formation et la conscientisation du Peuple guadeloupéen.

Le PARTI COMMUNISTE conduit une liste avec CADOCE qui met en avant son expérience du temps de..... PROTO. Plus curieux, le maire communiste de Port-Louis, ARTHEIN, préfère soutenir LUREL. Et le parti communiste qui continue à réclamer à cor et à cri une autonomie dans le cadre de la République Française. Et pourtant, ils savent tous qu'il n'y a aucun salut pour les travailleurs et le peuple colonisé de Guadeloupe au sein de la République Française.

GUADELOUPE ECOLOGIE qui n'a d'écologie que le nom, est plutôt muet, mais DURIMEL soutient LUREL.

AMBITION GUADELOUPE, a de son côté, ramassé comme elle peut. SEYMOUR roule avec des amis d'ALDO et donne l'impression d'être novice mais a déjà pratiqué avec MARSIN et bien d'autres dans le passé. Lequel MARSIN préfère soutenir BERNIER.

Le FRONT NATIONAL veut montrer un nouveau visage mais ne trompe personne. Ce parti regroupe ces fameux adeptes de la France blanche et chrétienne et continue à véhiculer des idées basées sur les bienfaits de la colonisation avec toutes les dérives racistes et xénophobes que l'on connaît notamment en voulant opposer **nèg gwadloup kont nèg ayiti**. C'est la même stratégie employée par les propriétaires d'esclaves sur les plantations : diviser les nègres pour mieux les dominer et les mépriser. Entretenir la haine de l'autre, la haine de soi, la haine de nous-même.

C'est d'ailleurs le crédo du NOFWAP de YOYOTTE qui symbolise l'objectif du système esclavagiste : rendre l'esclave fier d'être un esclave en méprisant son semblable et en se méprisant soi-même. Mépriser les Guadeloupéens, mépriser les Caribéens et tous ceux qui nous ressemblent toujours dans la même pensée raciste et xénophobe du maître : diviser les nègres pour mieux les dominer jusqu'à ce qu'ils soient convaincus de leur infériorité.

CIPPA et COMBAT OUVRIER refusent de croire que la Guadeloupe n'est pas un département français mais une colonie. Et la vocation de la colonie n'est pas de se développer mais de servir les intérêts de la métropole.

**On ne peut échapper à la lutte contre le colonialisme français dans un pays dominé. Anticapitalisme et anti colonialisme doivent aller de pair. Libération sociale et libération nationale vont de pair.**

**Les Guadeloupéens n'ont jamais été considérés comme des enfants de la République.**

## YO TOUT SAV !

Tous les candidats sont conscients qu'ils ne pourront rien faire pour régler nos problèmes **men yo kay kan memm pou fè on kou osi**. Il ne s'agit donc pas d'aider la Guadeloupe, de défendre les Guadeloupéens, mais de servir des ambitions personnelles, sectaires, ... au détriment de l'intérêt général mais surtout de servir les intérêts de la puissance coloniale.

Rien ne doit donc nous surprendre. Mieux encore, tout est possible car il s'agit pour le pouvoir colonial d'annihiler toute contestation et de domestiquer tous ceux qui luttent.

N'a-t-on pas vu DAHOMAY se transformer en sauveur de syndicats ; ce même DAHOMAY, allié du pouvoir colonial français qui réclame la tête des militants et dirigeants de l'UGTG depuis des décennies. Celui-là même qui affirme que « **le but de l'esclavage, c'est pas de faire mourir, c'est de faire vivre** ».

N'a-t-on pas entendu un «frère bâtisseur» du KARESOL, ancien du CIPPA, proposer 5000 euros à la CGTG pour indemniser les békés, comme en 1848 lors de l'abolition de l'esclavage.

Ce sont des pratiques coloniales visant à dompter les luttes et les organisations de masse car les sauveurs d'aujourd'hui sont bien souvent les mêmes qui ont préparé le terrain de la répression hier.

## YO TOUT O KOURAN

Tous savent que nos problèmes ne relèvent pas des compétences de la Région ni du Département mais de celles d'un PAYS, d'une NATION LIBRE, SOUVERAINE et INDEPENDANTE pouvant décider et mettre en œuvre les institutions et les politiques destinées à satisfaire tous les besoins des travailleurs et du peuple.

Le pouvons-nous aujourd'hui ? La réponse est NON. Le pouvons-nous dans le cadre de la France ? La réponse est là aussi NON.

**Les élus régionaux peuvent-ils imposer à l'État français des politiques conformes à nos besoins en matière d'éducation, de culture, de santé, de transport, de développement agricole et économique, ..... ?**

La réponse est une nouvelle fois NON, NON et NON. Ils sont là, tout comme les autres élus des

autres institutions, pour faire vivre le rayonnement de la République Française et défendre les intérêts de la République Française et de l'Union Européenne.

Ils sont là pour défendre les intérêts des *pwofitan*, des possédants et du grand capital.

Ils sont là pour transformer les exigences du patronat en lois sociales à imposer aux travailleurs et au peuple.

En ce sens, les élections dans le système colonial ne sont que supercherie, tromperie et duperie sauf pour ceux qui profitent du système et s'enrichissent sur le dos des Guadeloupéens.

Peu importe le gagnant. L'État colonial a seulement besoin d'un individu pour faire fonctionner ses institutions coloniales et défendre ses intérêts de puissance dominante.

## UNE ALTERNATIVE DANS LE CADRE DE L'ALTERNANCE

C'est l'expression du moment. Tous parlent d'alternative dans le cadre de l'alternance. Il faut comprendre simplement changer les hommes et les femmes mais ne jamais toucher au système qui nous écrase. Tous ont donc fait allégeance au système capitaliste et à la domination coloniale. Et c'est ce que demande la France. Et c'est là le but principal de ces élections : ne rien changer ou du moins changer les individus sans toucher à la domination capitaliste et coloniale.

Ce combat électoral préserve et renforce donc la domination capitaliste et coloniale et ne la combat pas bien au contraire.

Certains diront, comme en 2010, *sé UGTG i fè yo pèd, nou ja abityé* mais la réalité est là. Participer à cette mascarade renforce la domination coloniale. D'ailleurs un récent sondage « prémonitoire » annonce déjà la couleur.

## CHANGER L'HOMME OU CHANGER LE SYSTEME

Depuis 1848, on nous répète que la société guadeloupéenne a connu des progrès considérables. Nous sommes devant une escroquerie sociale insondable par laquelle le « père

de l'abolition des nègres », Victor Schœlcher, s'est efforcé de convaincre les maîtres de l'intérêt qu'ils avaient de libérer les nègres du travail pour mieux les exploiter, et ainsi créer les conditions pour que d'« anciens maîtres » et de « nouveaux libres » entrent en connivence pour l'éternité. De liberté, d'égalité, de fraternité entre des hommes : il n'y en a point !

Au viol des corps enchaînés, dépecés par la chicotte, il s'en est suivi le viol des consciences, par le principe, libérées, mais par la réalité, aliénées.

Pour mieux comprendre ce qui nous arrive aujourd'hui, un retour en arrière s'impose notamment sur le principe de l'indemnisation des anciens maîtres esclavagistes, dans le but de conforter leur domination économique. Lisez donc les propos de Victor Schœlcher, le grand ordonnateur de cette abolition (extraits) :

***« Les Blancs ne peuvent plus rester maîtres, puisque les Noirs ne veulent plus être esclaves. Il faut en finir. (...) ; il y avait mille fois plus de danger à différer l'abolition qu'à la donner. Les colonies ont été sauvées par l'émancipation. (...) La liberté, quand son jour est venu, est comme la vapeur, elle a une force d'expansion indéfinie ; elle renverse et brise ce qui lui fait obstacle.***

***Les Nègres allaient prendre la liberté eux-mêmes si la métropole ne la leur donnait pas. (...) Tout délai eut porté les Nègres à la révolte... Le gouvernement provisoire n'a pas été imprévoyant. Il s'est rendu compte de tout, il a agi avec un louable empressement, mais sans légèreté, et c'est pour sauver les maîtres qu'il a émancipé les esclaves ».***

L'analyse de SCHŒLCHEER est claire : s'il faut émanciper les esclaves, c'est pour sauver les maîtres.

## LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ KA SA YÉ OJIS ADAN ON PÉYI KOLONIZÉ

Sur les ondes, dans les discours, nous sommes abreuvés des termes « valeurs de la république ». Sont mis en avant des principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de sauvegarde de la dignité humaine. Tous ces grands symboles font référence notamment, à la déclaration universelle des droits de

l'homme et sont contenus dans la constitution de la République Française.

A l'abolition de l'esclavage, en 1848, nous sommes en pleine seconde république. Ce sont ces mêmes valeurs républicaines qui s'appliquent. Et pourtant, le parlement français va voter plusieurs textes qui indemnisent les esclavagistes et non pas les victimes, les esclaves?

L'article 5 du décret du 27 avril 1848 stipule : « L'Assemblée Nationale règlera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons »

Les modalités de cette indemnisation ont été débattues lors de trois séances de l'Assemblée nationale (19 janvier, 23 et 30 avril 1849). L'opinion dominante a été exprimée par le ministre des Finances, PASSY, tout à fait en continuité avec SCHOELCHER : « **Je n'ai pas à m'occuper de la question de savoir en vertu de quel droit l'indemnité est donnée aux anciens propriétaires. [...]Ce qu'il faut, c'est la restauration du crédit qui leur manque. Voilà la première des nécessités coloniales à laquelle il faut pourvoir. C'est le crédit qui, seul, rendra aux colonies la vie, l'activité, le mouvement dont elles ont besoin.** »

En Guadeloupe, le gouverneur LAYRLE proclame l'abolition de l'esclavage en rappelant « **Tous mes soins, tous mes efforts seront consacrés désormais à obtenir pour les maîtres une légitime indemnité. Vive la République** » tout en invitant les anciens esclaves à « **s'élever par le travail.** »

Le principe posé par l'article 5 du décret 27 avril 1848 a été mis en œuvre par la loi du 30 avril 1849 avec une première indemnisation immédiate du propriétaire, et une rente annuelle sur 20 ans.

#### **Aucune indemnisation pour les esclaves.**

L'abolition de 1848 a ainsi marqué les débuts de la deuxième colonisation. L'heure était celle du grand empire colonial qui allait être la politique du Second Empire et la Troisième République : Afrique du Nord – l'Algérie est conquise en 1830 – puis l'Afrique Noire, l'Indochine, le Tonkin, et ensuite Madagascar...

## **VÉRITÉ !**

Jamais il n'a été envisagé de réparer les conséquences d'un crime de masse, ayant duré plus de deux siècles. Il s'agissait de conforter la domination blanche dans les colonies, alors que le modèle économique de l'esclavagisme était à bout de souffle, et de doter de moyens nouveaux le capitalisme industriel et financier afin de construire un empire colonial français.

Et c'est ainsi que la république a libéré les esclaves sans un sou alors qu'elle indemnisait les bourreaux. Voilà les principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui ont été appliqués à la victime.

Voilà les premiers pas d'hommes libres de l'ancien esclave devenu salarié.

Et pour parfaire la supercherie, le pouvoir colonial donnait à l'ancien esclave un outil extraordinaire pouvant transformer sa vie : le bulletin de vote. Aux bourreaux la terre, les usines et l'argent. Aux victimes le bulletin de vote au nom des valeurs républicaines.

## **L'ELECTORALISME ET LE CULTE DE LA LEGALITE (EXTRAIT DE NOTRE COMBAT – (AGEG 1976).**

Nous avons choisi de publier des extraits de ce texte qui expliquent mieux que de longs discours la duperie que constituent les élections dans le système colonial aujourd'hui comme hier.

**« Il ne suffit pas au colonialisme français d'utiliser la force armée pour briser l'élan révolutionnaire des masses travailleuses. Il lui faut aussi vicier leur conscience avec le poison des vieilles croyances et des mauvaises habitudes. L'électoratisme est un de ces poisons et procède du culte de la légalité.**

**(...) Un autre moyen de priver les classes opprimées des véritables moyens et procédés de combat consiste à leur donner des armes artificielles, factices, en même temps que l'illusion de leur efficacité. La bourgeoisie-colonialiste française et ses agents révisionnistes s'y emploient avec ferveur, et dans les flots des luttes populaires posent les nasses de l'électoratisme. Le colonialisme désigne ses propres agents, ses propres marionnettes, mais en organisant législatives et**

*cantonaies. Il donne au peuple l'illusion d'avoir décidé de quelque chose. Il offre des chaînes aux travailleurs et fait en sorte qu'ils s'enchaînent eux-mêmes.*

*Le droit de vote, dans une telle situation, est le droit pour le peuple de choisir ses oppresseurs. On vote, on revote, on se bat, on s'entretue parfois afin de désigner parmi une grappe de valets de colonialistes lequel ira engraisser au Parlement ou au Conseil Général. Et les capitalistes usiniers continuent de payer aux ouvriers des salaires de misère, continuent de voler la canne et la terre aux paysans, notre peuple continue d'être enchaîné. La Guadeloupe reste une colonie. L'État colonial est si bien implanté qu'aucun changement de personne ne pourrait en changer la nature. »*

## **UNE CLASSE POLITIQUE AU SERVICE DU POUVOIR COLONIAL – UNE CLASSE POLITIQUE EN DEHORS DES PRÉOCCUPATIONS DES GUADELOUPÉENS.**

L'élu guadeloupéen se caractérise par sa capacité à se décharger de toutes responsabilités. Ainsi, tout est sous-traité. La gestion de l'eau, la gestion des déchets, l'inhumation des défunts, le nettoyage des salles de classes, la restauration scolaire et même l'organisation des fêtes communales ; tout est confié à des entreprises privées. L'élu ne fait que de la représentation.

## **LA SOUFFRANCE DU PEUPLE, LES LUTTES DES TRAVAILLEURS NE LES INTERESSENT GUERE, PREFERANT SE RANGER DU COTE DE L'ÉTAT COLONIAL ET DES PWOFITAN :**

- La lutte des agents de sécurité, des salariés de la CCI, des travailleurs du nettoyage et du transport de passagers relative au maintien de l'emploi. **Apa pwoblèm a yo.**
- La lutte des travailleurs de la santé pour un service de soins de qualité, le maintien de l'emploi et l'amélioration des conditions de travail. **Apa pwoblèm a yo.**
- La lutte des travailleurs de l'hôtellerie, comme au Manganao, pour la sauvegarde de l'outil de travail et le maintien de l'emploi dans un secteur

qui reçoit des millions d'euros de subventions. **Apa pwoblèm a yo.**

- Le combat des travailleurs de l'industrie sucrière contre les licenciements, pour l'application de l'Accord BINO et l'ouverture de vraies négociations. **Apa pwoblèm a yo.**
- La lutte des travailleurs contre la répression anti syndicale à SGDM, au Crédit Agricole, chez BMW, *aka* ASP, chez Mac Donald's. **Apa pwoblèm a yo.**
- La lutte des travailleurs du BTP et de l'Industrie contre les licenciements. **Apa pwoblèm a yo.**
- Le combat des travailleurs des stations-service et de l'action sociale pour le maintien de l'emploi. **Apa pwoblèm a yo.**
- La criminalisation de l'action syndicale, la condamnation des syndicats, des militants et la prise d'empreintes génétiques des syndicalistes. **Apa pwoblèm a yo.**
- Le combat pour l'émancipation sociale et nationale et la souveraineté du Peuple de Guadeloupe. **Apa pwoblèm a yo.**
- Le combat des travailleurs de France Antilles contre la liquidation organisée de l'entreprise et la sauvegarde des emplois. **Apa pwoblèm a yo.**
- La lutte des salariés de GESTE (Beauport, Pays de la Canne) pour l'amélioration de leur condition de vie. **Apa pwoblèm a yo.**
- La pose d'une stèle raciste et négationniste à Pointe-Allègre en hommage à De l'Olive et Duplessis (premiers colons assassins et esclavagistes) ; les discours valorisant le code noir, l'esclavage et la colonisation ; la falsification de l'histoire ; le négationnisme véhiculé par le Mémorial Acte. **Apa pwoblèm a yo.**
- La destruction de notre écosystème, la disparition de la pêche côtière, par le grand port en eaux profondes. **Apa pwoblèm a yo.**
- L'ouverture des hypermarchés le dimanche, la destruction des droits sociaux des travailleurs, la remise en cause des syndicats, la mainmise de la grande distribution et la liquidation des petits commerces. **Apa pwoblèm a yo.**
- Le combat des travailleurs et des syndicats pour la négociation collective dans tous les secteurs

d'activité et la préservation des libertés fondamentales. ***Apa pwoblèm a yo.***

- Le combat des travailleurs pour la défense des lois sociales, des statuts, des conventions collectives. ***Apa pwoblèm a yo.***
- Les milliers d'élèves qui quittent le système scolaire, chaque année, sans qualification, sans diplôme. ***Apa pwoblèm a yo.***
- Le combat des « petites entreprises » de Guadeloupe pour accéder aux marchés publics et au crédit bancaire. ***Apa pwoblèm a yo.***
- Des centaines de milliers de guadeloupéens empoisonnés à la chlordécone, asphyxiés par les sargasses, handicapés par le chikungunya, ravagés par la leptospirose. ***Apa pwoblèm a yo.***
- 25% de la population ravagées par la misère et la pauvreté ; 70 000 chômeurs ; 60% des moins de 25 ans sans emploi. ***Apa pwoblèm a yo.***
- La ***pwofitasyon*** sur les prix des marchandises et le prix des carburants. ***Apa pwoblèm a yo.***
- Des centaines de milliers de guadeloupéens ***san dlo***, victimes de la magouille des élus et des multinationales. ***Apa pwoblèm a yo.***

***APA PWOBLEM A YO. PWOBLEM A TRAVAYE, PWOBLEM AN NOU, APA JANME PWOBLEM A YO.***

Les forces politiques et « intellectuelles » sont aliénées au système colonial et sont là pour le servir et servir singulièrement la classe des békés.

Nous assistons à une véritable castration sur tous les sujets, sur tous les grands enjeux qui

concernent notre peuple et son avenir. Toujours jouer au chien couchant face au patronat et à l'Etat colonial qui, dans la colonie, ne font qu'un.

**KA FO FÈ - SE REBELLER EST JUSTE !**

**TRAVAILLEURS, JEUNES, CHOMEURS, RETRAITES, PEUPLE DE GUADELOUPE ;**

**Au nom de la dignité ;**

**Au nom du respect ;**

**Au nom du droit à la vie :**

**Il nous faut continuer à croire et à développer notre UGTG, outil de conscientisation et de libération des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe. Renforcer et soutenir l'UGTG.**

**L'UGTG appelle tous les Guadeloupéens, les Travailleurs, les Chômeurs, Étudiants, Jeunes et Retraités, et tous les militants à la résistance, *an filaj a SOLITUDE, DELGRES, IGNAS, MASSOTO, PALERME* face à la volonté de *zonbifikasyon* mise en œuvre en Guadeloupe par l'Etat colonial français et les politiciens à leurs bottes.**

**L'UGTG appelle les Travailleurs, le Peuple de Guadeloupe, à renforcer leurs organisations et à réaffirmer les revendications fondamentales de la classe ouvrière, et à se mobiliser pour les arracher.**

**SEULE LA LUTTE PAIE !**

**LES PEUPLES NE RENONCENT JAMAIS A LA LIBERTE. ILS Y SONT SEULEMENT CONTRAINTS ET SEULEMENT POUR UN TEMPS, LE TEMPS PRIS POUR PREPARER LA REVOLTE ET BRISER LES CHAINES DE L'ASSERVISSEMENT ET DE LA NEGATION.**

**CRÉER, C'EST RÉSISTER. RÉSISTER, C'EST CRÉER !  
PON DISOU PA PÈD ! NOU PÉKÉ FÈ DÈYÈ !**